

INSTRUCTION

N° 98-023-M0 du 30 janvier 1998

NOR : BUD R 98 00023 J

Texte publié au BOCP

CONTRIBUTION DE SOLIDARITÉ DE 1%

ANALYSE

Modification de l'article 4 modifié de la loi du 4 novembre 1982

Date d'application : 01/01/1998

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE DE SOLIDARITÉ ;
CONTRIBUTION SOCIALE DE SOLIDARITÉ ; EXONÉRATION ; SEUIL

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 83-20-M0 du 25 janvier 1983 - Instruction n° 83-63-B1-P-R du 25 mars 1983 -
Instruction n° 91-137-M0 du 4 décembre 1991

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPGR	RF	T									

DIFFUSION

GT 15

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction D - Bureau D3

La présente instruction a pour objet d'attirer l'attention des comptables sur les modifications apportées par la loi de finances rectificative pour 1997 n° 97-1239 du 29 décembre 1997 (article 30) à l'article 4 de la loi du 4 novembre 1982 s'agissant des conditions d'exonération de la contribution exceptionnelle de solidarité.

A compter du 1er janvier 1998, il convient de rapprocher la rémunération mensuelle nette (et non plus annuelle), du montant de traitement mensuel brut afférent à l'indice brut 296 pour déterminer le seuil d'assujettissement.

Seront donc exonérés tous les redevables dont ladite rémunération est inférieure au montant du traitement de référence.

Les éléments de la rémunération à prendre en considération sont déterminés au deuxième alinéa du même article.

Il n'est donc plus fait mention de la durée de travail effectué pour les redevables ne travaillant pas à plein temps.

En conséquence, en cas de travail à temps partiel, il convient d'appliquer l'instruction n° 83-63-B1-PR du 25 mars 1983 selon laquelle c'est le salaire mensuel net, tel que défini à l'article 4 alinéa 2, effectivement perçu par l'agent qui doit être comparé au seuil d'assujettissement.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION D

PIERRE-LOUIS MARIEL

ANNEXE : Article 30 de la loi de finances rectificative pour 1997 n° 97-1239
du 29 décembre 1997

Article 30

L'article 4 de la loi n° 82-939 du 4 novembre 1982 relative à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi est ainsi rédigé :

« *Art.4* - A compter du 1er janvier 1998, sont exonérés du versement de la contribution de solidarité les redevables mentionnés à l'article 2, dont la rémunération mensuelle nette telle que définie ci-dessous est inférieure au montant du traitement mensuel brut afférent à l'indice brut 296.

« La rémunération mensuelle nette comprend la rémunération de base mensuelle brute augmentée de l'indemnité de résidence et diminuée des cotisations de sécurité sociale obligatoires, des prélèvements pour pension et, le cas échéant, des prélèvements au profit des régimes de retraite complémentaire obligatoires. »

Directeur de la publication :
Michel GONNET

Impression : Imprimerie Nationale
27, rue de la Convention - 75732 PARIS CEDEX

ISSN : 0984 9114